

L'appel sur les stages: Prise de position de la FFPP/AEPU

La FFPP/AEPU ont pris connaissance de l'appel diffusé sur le site de « Sauvons la clinique » qui invite à un regroupement et une manifestation le 14 mars prochain devant l'Hôtel Matignon pour protester contre les conséquences de la gratification des stages.

Nos organisations ont décidé de ne pas s'associer à ce mouvement dans la forme où il a été mis en place, n'ayant pas participé à la définition de ses orientations, n'y ayant pas été invités.

Le problème tel qu'il est posé nous apparaît ni au plan stratégique, ni au plan politique, fondé sur de bonnes bases :

- le moment choisi pour interpeller les politiques est inadéquat puisque les élus de la mandature en cours ont siégé pour la dernière fois ce 6 mars. Nous nous trouvons donc dans une configuration de vacance d'interlocuteurs réellement engagés pour toute forme de pression réaliste ;

- si le message d'invitation pose le problème des stages, il ne débouche sur aucune position politique claire quant aux négociations éventuelles à entreprendre avec nos interlocuteurs. Or si le problème est grave, la définition de pistes à définir reste fondamentale du fait de la complexité des réponses à apporter qui doivent prendre en compte la reconnaissance de la formation par la gratification.

Cet appel pose toutefois une vraie question et les signatures recueillies rendent compte de la préoccupation soulevée. Il faut rappeler qu'une première concertation interorganisationnelle avait eu lieu en 2008 sur ce thème (FFPP AEPU SFP SNP SIUERRPP). Notre action, dans un contexte réglementaire, à l'époque moins contraignant, avait débouché sur un courrier collectif adressé au premier ministre et aux présidents d'université, courriers qui n'ont pas eu de suite (1).

C'est sur cette base qu'il nous est apparu qu'une position solide, sur la base d'arguments structurés, impliquait à l'heure actuelle une analyse préalable de la question des stages au plan national puisqu'elle ne semble pas se poser dans toutes les universités avec la même acuité : l'AEPU a décidé à cette fin, lors de sa dernière AG, de soumettre rapidement la proposition de réaliser cette enquête avec le concours de son réseau de correspondants.

Prenant acte de la volonté d'action traduite par ce mouvement mais avec le souci de le rendre plus opératoire, en continuité de la démarche d'analyse entreprise, nous invitons les représentants des mouvements engagés, à une concertation dans la période qui suivra les présidentielles pour poser à nouveau ensemble les bases d'une action efficace dans les mois à venir.

(1) Cf. *Fédérer*, février 2008 n°34, Editorial et article Schneider, Riou, Grosbois, Le Garff (p.9-11) ; et *Fédérer*, septembre 2008, n° 39, Leconte, Schneider (p.6).